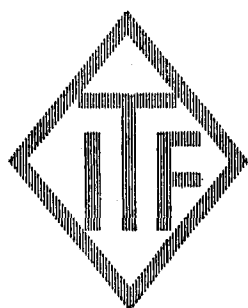


FASCISME

ORGANE DE LA FÉDÉRATION INTERNATIONALE DES OUVRIERS DU TRANSPORT
PARAÎT TOUS LES QUINZE JOURS EN FRANÇAIS, ALLEMAND, ANGLAIS, SUÉDOIS, ESPAGNOL ET
HOLLANDAIS ET EN PARTIE EN ESPÉRANTO. LE PRIX DE L'ABONNEMENT EST DE FL. 4.- PAR AN (ET
DE FL. 2.- POUR LES MEMBRES DES ORGANISATIONS ADHÉRENTES À L'I.T.F. ET AUTRES ORGANISA-
TIONS OUVRIÈRES). S'ADRESSER POUR LES ABONNEMENTS: VONDELSTRAAT 61, AMSTERDAM, WEST

N°13
6ème année

Amsterdam, le 25 juin 1938



Ouvriers polonais en Allemagne.

(I.T.F.) Au commencement du mois de juin la minorité polonaise a prdesté auprès du gouvernement allemand contre

la manière dont sont traitées les minorités. Dans la protestation il est dit entre autres choses: "Quoique les Polonais ne soient pas obligés de s'affilier au Front allemand du Travail, il leur est totalement impossible de trouver du travail sans devenir membres du Front du Travail. Ils sont donc bien obligés, pour des raisons économiques, et contre leurs convictions nationales, d'adhérer au Front. Dans beaucoup de cas il suffit qu'on sache qu'un ouvrier est d'origine polonaise pour qu'il perde sa place dans une entreprise allemande" ("Times", Londres 8 juin 1938).

Le journal officieux le "Berliner Tageblatt" contestait (le 12 juin) le bien-fondé de quelques-unes des plaintes de la minorité polonaise. Il n'a point contesté le bien-fondé des plaintes des ouvriers polonais.

Syndicats italiens comme percepteurs de contribution.

(I.T.F.) Dans ce qui s'appelle le Parlement, Cianetti, président de la Confédération italienne des ouvriers

de l'industrie, s'est vanté (le 17 mai) de ce que les pseudo-syndicats fascistes dresseront pour la nouvelle année fiscale les listes des contribuables parmi les ouvriers et employés.

On n'aime pas les Nazis en Italie.

(I.T.F.) Le grand hebdomadaire hollandais, le "Haagsche Post" rapporte (11 juin) que pendant le voyage d'Hitler en Italie des

Hollandais qui, dans un restaurant à Rome, s'entretenaient dans leur langue maternelle, furent pris pour des Allemands et ne furent pas servis. On les servit immédiatement lorsqu'on s'était rendu compte de l'erreur.

Travail pénitentiaire...
en Allemagne.

(I.T.F.)

Les ouvriers spécialisés et les ingénieurs juifs dont le travail est important pour les industries de guerre, n'ont en règle générale plus le droit d'émigrer. On ne cesse de les insulter et de les tourmenter mais on les oblige à travailler pour la machine de guerre allemande. On les fait entrer dans les petites entreprises pour y remplacer les ou-
vriers

qualifiés "aryens" qui peuvent ainsi être transférés aux travaux d'armement. D'Autriche des ouvriers spécialisés juifs sont transférés en Allemagne.

Les juifs allemands, à cause de leur âge, ils n'entrent plus en ligne de compte pour le service dans les hôpitaux militaires.

Dans les prisons et les pénitenciers les détenus travailleront à l'avenir pour le Plan quadriennal de l'armement allemand et du dumping à l'exportation. " Le ministre de la Justice s'est déclaré prêt à réorganiser le travail à l'intérieur des différentes prisons et à rendre disponibles des prisonniers pour les travaux qui sont signalés par les organes de l'Office national de placement comme urgents (pour l'armement et l'exportation .Red.)... Il est à retenir que 8.000 prisonniers par exemple pourraient être employés comme ouvriers métallurgistes. Le ministre de la Justice est disposé à installer des établissements métallurgiques dans les prisons. Par ailleurs, les prisonniers sont de plus en plus affectés à des travaux au dehors, surtout aux travaux de terrassement, dans les briqueteries, les carrières, les glaisières les fours à chaux" (Frankfurter Zeitung - 11 juin 1938). "En outre, on examinera la possibilité de reéduquer au point de vue professionnel les prisonniers employés auparavant dans des métiers maintenant encombrés" - afin que les entreprises essentielles aux travaux d'armement aient à leur disposition un aussi grand nombre que possible de "forçats" permettant de déprimer les salaires. Il va sans dire que les prisonniers n'ont pas le droit de choisir leur nouveau métier.

Les jeunes également sont privés de ce droit lorsqu'ils quittent l'école. Le directeur du Centre d'éducation professionnelle au sein du Front allemand du Travail, jusqu'en 1933, à la tête de la "Dinta" créée par la grosse industrie westphalienne a déclaré: " Le principe suivant devra faire loi pendant les 20 années (!) à venir; l'Etat national-socialiste est tenu désormais de proclamer qu'il est du devoir de chaque citoyen d'affecter à l'avenir sa force-travail au métier dont l'exercice peut rendre à la nation les services les plus nécessaires." (Frankfurter Zeitung, 10 juin 1938). Dans le Troisième Reich, la jeunesse n'a même pas la liberté restreinte de choisir son orientation professionnelle, liberté qui est considérée comme toute naturelle dans les démocraties capitalistes. Dans l'Allemagne nazie, les jeunes doivent faire leur choix parmi quelques rares professions qui leur sont proposées. Ils commencent leur vie professionnelle comme "soldats du travail" et sont enrôlés comme "soldats du travail" tels que les prisonniers politiques et de droit commun des prisons et des pénitenciers.

Restriction de la liberté de mouvement pour tous les ouvriers du bâtiment allemands.

(I.T.F.) Comme si la lutte menée par les ouvriers du bâtiment pour des augmentations de salaires n'était pas assez dure déjà, le Com-

missaire au Placement de Göring a décrété, le 30 mai 1938, qu'aucun ouvrier du bâtiment qualifié ou auxiliaire, ni aucun employé, ne pourra (à partir du 1er juin) être engagé sans le consentement écrit de l'Office du travail. Le consentement devra être refusé "quand le transfert de l'ouvrier porte préjudice à des travaux d'une grande importance nationale au point de vue économique ou politique, peut nuire au rendement de l'entreprise ou à la composition du personnel, ou encore, imposer des charges superflues à la municipalité en cause. La demande d'embauchage doit être présentée à l'Office du Travail compétent, par l'employeur (!) qui désire prendre l'ouvrier à son service, "l'ouvrier ne peut sous aucun prétexte demander son transfert.

Ainsi la liberté de mouvement des ouvriers du bâtiment a été restreinte de manière aussi radicale que pour les métallurgistes (pour lesquels cette mesure est en vigueur depuis février 1937 déjà) et les maçons et charpentiers, auxquels elle est applicable depuis octobre 1937. Depuis l'introduction de cette disposition, il est devenu extrêmement difficile aux ouvriers métallurgistes, d'obtenir individuellement de nouvelles augmentations de salaires. Les aides dans l'industrie du bâtiment ont réussi ce printemps, à obtenir une augmentation de leurs salaires, tirant parti d'un manque de main-d'oeuvre nécessaire aux innombrables travaux de fortification et constructions de luxe. Les ouvriers qualifiés réclamèrent une augmentation analogue. Comme il leur est relativement facile, par une résistance passive légale, contre le houpillage -- en invoquant les règlements sur la prévention des accidents -- de mettre en péril l'observation de délais de construction, les Nazis

essaient maintenant, en limitant de façon générale la liberté de mouvement dans l'industrie du bâtiment d'étrangler l'action des ouvriers de cette branche en faveur d'une hausse des salaires.

Réductions de salaires camouflées en Allemagne.- Les ouvriers sont encouragés à lutter pour une augmentation des salaires.

(I.T.F.) Le "Ruhrarbeiter" l'organe hebdomadaire du Front du travail pour l'Ouest de l'Allemagne publie le rapport d'un ouvrier: "En ce moment il est procédé à une réduction camouflée

des salaires. Voici comment on s'y prend maintenant: afin de ne pas payer les mineurs en question à un taux inférieur à celui du tarif on les ravaie et on leur fait accroire qu'ils sont inférieurs à un autre. Comme on le sait, le piqueur qui travaille indépendamment doit être payé à raison de Rm.: 6,71 par jour. Le mineur qui l'aide, qui a peut-être été piqueur lui-même pendant 20 à 30 ans, devient aide-piqueur et ne touche que Rm.: 6,35 ou même Rm. 6,10. Au moyen de cette rétrogradation, le salaire conforme au tarif, est réduit de 10%. Pourquoi l'administration des mines a-t-elle le droit de réduire les salaires?" ("Ruhrarbeiter" 3ème numero de juin 1938.)

Le journal du Front du travail qui connaît l'état d'excitation actuel des travailleurs n'ose plus les rassurer avec des promesses. Il ne leur recommande pas non plus d'en appeler aux autorités de "l'Etat Fort", mais il les exhorte à engager la lutte en faveur d'une augmentation des salaires. Il les encourage à s'aider eux-mêmes et les engage à lutter pour obtenir une augmentation. Dans une note relative à cette lettre de l'ouvrier, le journal propose que "l'ouvrier allemand, pour obtenir justice...docline pertinement et de sang-froid de se laisser dechoir et placer dans une classe inférieure de salaires... Voilà ce que doit faire chaque ouvrier individuellement... Nous devons tous dresser l'échine...". Les Nazis ont détruit les syndicats. Ils ont assuré les ouvriers de la protection de "l'Etat Fort" contre une baisse des salaires. Mais maintenant ils invitent ces mêmes ouvriers à la résistance individuelle. "L'Etat Fort" nazi, qui a brisé la protection syndicale ne protège pas les ouvriers. Ils doivent, sur le conseil des Nazi engager chacun individuellement la lutte contre les énormes entreprises.

Réductions des salaires dus à la mauvaise qualité des matières de remplacement.

(I.T.F.) Dans plusieurs branches de l'industrie allemande, les matières de remplacement qui n'ont pas encore fait leurs preuves, occasionnent de

grosses pertes. De nombreuses entreprises veulent rejeter sur les ouvriers ces risques provenant du Plan quadriennal; cela leur est facile vu que les Nazis (par l'ordonnance sur le travail, en vigueur depuis le 1er mai 1934) leur ont donné le droit d'infliger des punitions aux ouvriers.

Voici ce qu'écrit le "Ruhrarbeiter", l'organe hebdomadaire du Front du travail pour l'Ouest de l'Allemagne, au sujet de pareilles méthodes: "Le directeur d'une fabrique de bandages pneumatiques pour autos, a, dans le but de réduire le nombre des pneus de rebut et de rejeter sur les ouvriers son propre risque, disposé que les membres de son personnel, lorsqu'ils auront fait un travail defectueux devront prendre à leur charge la moitié (!) des frais qui en découlent. Dans d'autres cas aussi--surtout dans les industries textiles--on a pu à maintes reprises constater qu'une amende avait été infligée pour un travail defectueux..." ("Der Ruhrarbeiter", 3ème numero de juin 1938)

Même le journal nazi fait discrètement observer que les ouvriers ne devraient pas être rendus responsables d'une production defectueuse, attribuable à des matières premières de mauvaise qualité.

Arrestations massives dans les chantiers de Brême.

(I.T.F.) Les ouvriers des chantiers maritimes à l'embouchure de la Weser se plaignent des heures de travail interminables

du talonnement, du mauvais ravitaillement et du manque de logements. Un grand nombre de travailleurs sont logés dans des baraquements. Dans les cantines on leur vend une nourriture tout à fait médiocre pour laquelle on leur retient Rm.: 1,55 par jour sur leur salaire. Il n'est distribué que 400 gr. de pain par jour et la qualité en est plus mauvaise que de celui acheté chez un boulanger moyen. En outre, ils reçoivent tous les jours 80 gr. d'une sorte de graisse; les Nazis prétendent que c'est du beurre.

Pour mater leur mécontentement, la Gestapo a procédé à tort et à travers à des arrestations en masse. Au cours des dernières semaine

10 à 12 ouvriers des chantiers maritimes de Brême ont été arrêtés par semaine.

L'eau de vie et la "culture" allemande nazie. (I.T.F.) "De 1932 à 1937, la consommation d'eau de vie a, en Allemagne, augmenté de 76%" (Rapport semestriel sur la situation économique -page 61- qui vient de paraître, de l'Institut allemand pour l'Etude des Conjonctures.).

Hitler, politicien social. (I.T.F.) "Hitler m'a dit un jour: -Si je le pouvais, je ferais cadeau d'un smoking à chaque ouvrier" raconta le Dr. Ley (le 10 septembre 1933) à l'hôtel de ville de Cologne. ("Der Deutsche", 12 septembre 1933.)

Le "Völkische Beobachter" supplée (le 26 mai 1938) ce que nous savons déjà sur les idées sociales d'Hitler: "Rappelons ici un petit incident qui eut lieu lors d'une excursion en auto avec le Führer, bien longtemps avant qu'il n'eût en main les rênes de l'Etat (1933). La voiture du Führer dépassa un motocycliste qui, trempé et grelottant de froid les épaules effacées, poursuivait sa route. Désignant l'homme et sa compagne qui était dans un piteux état, Hitler me dit: -je voudrais pouvoir donner une voiture à chacun d'eux-".

Il n'y a qu'une seule chose qu'Hitler ne voudrait pas: augmenter les salaires. Les ouvriers en tireraient meilleur parti que de son désir de distribuer des smokings et de ses rêves à propos d'automobiles.

La légende de "l'auto populaire" allemande. (I.T.F.) Le Front allemand du Travail construit à Fallersleben à la lisière des bruyères de Lunebourg une fabrique d'automobiles au moyen des cotisations extorquées aux ouvriers, aux employés et à la classe moyenne. A partir de 1940, la fabrique livrera des "autos populaires". Ces "autos populaires" seront fabriquées, selon les assurances faites par Hitler lors de la pose de la première pierre le 26 mai, pour les masses. Le prix en sera cependant bien trop élevé pour la grande majorité des Allemands.

"L'auto populaire" coûtera Rm.: 990.- (non pas Rm.:999,75!). Les secrétaires du Front allemand du travail se chargeront d'encaisser les acomptes et beaucoup d'entre eux trouveront enfin ainsi une occupation régulière. L'achat de "l'auto populaire" pourra se faire au moyen d'acomptes hebdomadaires de Rm.: 5.-; le prix de la voiture sera donc solde après 3 ans et 9 mois. Mais dans cet intervalle l'auto populaire aura probablement parcouru, même si elle est employée aussi économiquement que possible, environ 50.000 km. c'est-à-dire qu'elle aura en général couvert une très grande partie de sa capacité kilométrique totale. (Calcul de la Revue "Der Deutsche Volkswirt"). Pour beaucoup d'autos populaires des acomptes seront encore dus longtemps après que les voitures auront été reléguées au cimetière des autos. La prime d'assurance, y compris celle contre les accidents, ne sera, à en croire les promesses du Front du travail, que de Rm.1.- par semaine pour "l'auto populaire"; pour les petites autos d'une puissance égale, elle est actuellement de Rm.:6.- Pour 100 km. --une promenade donc de 2 heures environ-- "l'auto populaire" ne consommera que 6 à 7 litres d'essence et un décilitre de lubrifiant. Aux prix actuels en Allemagne, l'huile et l'essence coûtent donc pour un trajet de 2 heures, entre Rm.: 2,60 et Rm.:2,98. Il va sans dire que la consommation du carburant n'est aussi modique que pour les voitures tout battant neuves, et selon toute apparence seulement si elles roulent sur les autoroutes. Les voyages dans des voitures plus vieilles sur les grandes routes et surtout dans les villes coûtent bien plus. "L'auto populaire" ne sera donc, comme le constate froidement "Der Deutsche Volkswirt" (3 juin) guère employée régulièrement comme petite voiture servant aux voyages d'affaire, mais ne servira qu'au plaisir de son propriétaire.. excursions de fin de semaine par exemple. Les frais de garage pour les petites autos sont dans les villes allemandes d'environ 20 à 30 marks par mois et sont donc trop élevés pour les petites gens. Le Front du travail promet de réduire les frais de garage à Rm.: 10.- même si toutes les promesses sont tenues, l'acompte, les primes d'assurance, les frais d'essence et de lubrifiant, les frais de garage, reviendraient à un total de Rm.60.- par mois ce qui représente plus de deux semaines de salaires d'un ouvrier allemand et il n'a pas été tenu compte encore des réparations éventuelles.

Aussi, la propagande faite en faveur de "l'auto populaire" est aux yeux des masses une moquerie amère. Dans beaucoup d'industries la question de "l'auto populaire" fait l'objet de discussions qu'on ne saurait

qualifier de flatteuses pour Hitler; les journaux reçoivent des lettres à ce sujet. L'organe hebdomadaire du Front du travail pour l'ouest de l'Allemagne s'explique à ce sujet. "On peut... si la voiture roule 1000 kilomètres par mois... évaluer les frais totaux d'entretien à environ Rm.: 60.- à 70.-" répond-il à un correspondant. "Diable-s'écrieront bien des lecteurs, y compris vous-même peut-être, comment pourrai-je jamais, de mon maigre salaire mettre de côté pareille somme? C'est là la question que se poseront alors la plupart des ouvriers." ("Ruhrarbeiter" 4ème numéro de juin.)

Lors de la pose de la première pierre de la fabrique "d'autos populaires" pour laquelle on avait fait la réclame bruyante habituelle dans l'Allemagne nazie, on fit savoir que la nouvelle fabrique livrerait des autos populaires probablement dès le début de 1940. Environ 6 semaines plus tard, le Dr. Ley annonça "qu'on ne pourrait compter sur l'achèvement définitif de la fabrique qu'en 1946" ("Angriff" 19 juin 1938). Au début de 1940 il n'y aurait que 20.000 voitures à la disposition du public, exactement une donc pour chaque deuxième secrétaire du Front allemand du travail. Cet ajournement ne diminue en rien la signification de la nouvelle fabrique d'autos populaires financée au moyen des cotisations des membres du Front du travail. Car cette fabrique, avec ses installations pour la fabrication en série, constituera en réalité, en premier lieu, une fabrique auxiliaire de l'armée au centre de l'industrie de guerre de l'Allemagne centrale. Il y a aussi de semblables fabriques auxiliaires pour l'armement dans d'autres pays, mais ce n'est qu'en Allemagne qu'elles sont construites grâce aux charges spéciales qu'on impose aux ouvriers et aux employés et qu'elles forment l'objet d'une réclame aussi grotesque que trompeuse.

Les Nazis réduisent les salaires en Autriche. (I.T.F.) Avant la pénétration des troupes allemandes en Autriche, les agitateurs nazis promirent aux ouvriers, autrichiens: "Vous savez qu'en Allemagne on paye des salaires plus élevés. Dès que l'Autriche fera partie du Reich, le taux des salaires sera augmenté." Les Nazis font maintenant des promesses de même nature aux Sudètes.

Toutefois, après l'annexion de l'Autriche, les augmentations de salaires ont été interdites; on déclare sans détour: "On ne saurait nier que les conditions de géographie économique ne sont, généralement parlant, pas favorables à la production en Autriche. L'industrie autrichienne devra à présent faire venir d'Allemagne, par de longs détours, beaucoup de matières premières ainsi que des produits mi-fabriques, qu'autrefois elle importait relativement bon marché. Par conséquent les dépenses en salaires devront être inférieures en Autriche à celles en Allemagne!" ("Die Deutsche Volkswirtschaft", Service économique national-socialiste, 1er juin 1938.)

Disette de vivres en Autriche. (I.T.F.) Le "Deutsche Volkswirtschaft" écrit le 1er juin 1938: "Elle n'est évidemment pas simple à résoudre la question de l'augmentation des prix des vivres, à présent que l'Autriche, qui autrefois pouvait importer des denrées alimentaires assez librement, est astreinte au régime forcé institué par la Corporation agricole, et sans doute certaines restrictions relatives au ravitaillement... Il est très compréhensible que nos frères en Autriche aient cru qu'il ferait désormais mieux vivre, mais c'était prématuré."

Les "frères libérés" devront se serrer la ceinture.

Effervescences dans les industries viennoises. (I.T.F.) Dans une des grandes entreprises de Vienne-Floridsdorf, la Gestapo fit engager un de ses mouchards comme ouvrier. Lorsqu'ils s'en aperçurent, les ouvriers cessèrent le travail et exigèrent le renvoi de l'agent provocateur. Après une courte grève, le mouchard fut congédié. Dans quelques entreprises viennoises des agitateurs du Front du travail qui voulaient prendre la parole dans des réunions d'entreprise, ne purent obtenir la parole qu'après avoir promis d'intervenir en faveur de la mise en liberté des hommes de confiance du personnel, arrêtés par les Nazis. Dans d'autres industries, les Nazis exigèrent que les ouvriers participent à des exercices militaires après la fin du travail. Les ouvriers grognèrent; dans certaines industries ils en arrivèrent même à protester ouvertement. Il est probable que les Nazis devront bientôt renoncer à ces sports de défense après



le travail. Ils n'ont pas pu introduire non plus dans les entreprises du Reich ce genre de sport obligatoire après la journée de travail.

Le régime de terreur en Autriche,-----

(I.T.F.) La vague d'arrestations dont furent surtout victimes au début les principaux adeptes de la dictature catholique, des Habsbourg et les Juifs, a atteint depuis également les anciens syndicalistes. Rien qu'à Favoriten, un quartier ouvrier de Vienne, on a arrêté le 7 juin environ 1000 personnes, principalement des anciens syndicalistes, socialistes et communistes.

Le 15 juin, un train partit de Vienne transportant 740 prisonniers politiques, y compris 64 femmes, au fameux camp de concentration de Dachau. Plus de 300 des prisonniers sont des anciens syndicalistes, des social-démocrates et des communistes arrêtés pour activité illégale contre le régime de Schuschnigg auquel les Nazis ont mis fin. Leurs noms ont été trouvés dans les dossiers de la police autrichienne. Parmi eux se trouvent aussi beaucoup d'anciens membres du "Schutzbund", surtout de ceux qui prirent part aux luttes de février 1934 et qui, après l'annexion de l'Autriche avaient été réintégrés dans les entreprises municipales. Ces réintégrations avaient été portées avec beaucoup de tintamarre à la connaissance du public. Les Nazis tenaient à créer l'impression auprès des ouvriers, que la haine du national-socialisme n'était dirigée que contre le régime Schuschnigg, que le national-socialisme ne voulait imposer aucune doctrine, qu'il savait même apprécier le courage des ouvriers du Schutzbund. A présent les membres du Schutzbund récemment réintégrés ont été arrêtés. Il va sans dire qu'on a eu soin de garder le silence sur ces arrestations.

Après la conquête de l'Autriche il a fallu agrandir considérablement le camp de concentration de Dachau. Il est maintenant si grand que 26.000 prisonniers peuvent y être internés et il y a une division spéciale pour 1.800 femmes. ("Sozialdemokrat" Prague, 18 juin 1938.)

Le Front du Travail recrute des membres.- Les S.A. terrorisent l'Autriche pendant 4 semaines.---

(I.T.F.) Depuis le 1er juin, les ouvriers et les employés autrichiens sont obligés de s'affilier au Front allemand du travail. Une communication du chef de district nazi à Vienne fait ressortir les méthodes employées pour les faire adhérer de force à cet organisme. "D'accord avec le chef de brigade de mon district, j'emets la directive que voici: Les membres des S.A. devront toujours être placés là --que ce soit dans des organisations politiques ou dans des entreprises-- nous entrons directement en contact avec les hommes. Vous êtes responsables envers moi pour que d'ici quatre semaines le peloton complet des S.A. soit placé aux endroits voulus, car ce n'est qu'ainsi qu'il pourra remplir sa mission" ("Neunes Wiener Tageblatt" 12 juin 1938.) * quelles sont

Les S.A. doivent contraindre les ouvriers à l'affiliation au Front allemand du travail.

En Autriche les employés juifs sont privés de tous droits.---

(I.T.F.) Suivant les lois actuellement encore en vigueur en Autriche, un délai-congé de 2 à 6 mois doit être respecté lors de licenciement d'un employé. En outre, lors du congédiement il doit lui être versé une indemnité de renvoi allant de 2 à 12 mois du salaire suivant le nombre d'années de service.

Quand, après l'invasion des troupes allemandes presque tous les employés juifs et non-aryens furent congédiés sur l'ordre des Nazis, les Commissaires "pour l'épuration de la race" leur refusèrent l'indemnité de renvoi. Beaucoup d'entre eux furent même congédiés séance tenante sans délai-congé préalable.

Plusieurs employés déposèrent une plainte auprès du Conseil des Prud'hommes. La Gestapo arrêta quelques-uns des plaignants et une fois en prison, les obligea sous menace de déportation à Dachau, à renoncer par écrit à tous leurs droits.

Aucun employé juif ne cherche plus aujourd'hui à faire valoir ses droits devant le Conseil des Prud'hommes.

Protégez les marins contre les pirates de l'air fascistes.

(I.T.F.) "Des sentiments d'inquiétude et d'alarme se sont emparés des gens de mer à la suite de l'attitude du gouvernement anglais qui hésite de protéger les marins de sa flotte marchande dans les eaux espagnoles" a déclaré W.R. Spence, secrétaire général de l'Union britannique des marins (affiliée à l'ITF) au "Daily Herald". "Les gens de mer anglais" dit-il "ont été élevés dans la tradition que le fait de naviguer sous pavillon britannique constituait une garantie de sûreté et de protection. Ce pavillon commence à leur inspirer plus de mépris que de respect. Au moins 6 membres de mon organisation ont été tués et beaucoup ont été blessés par des avions fascistes dans des ports gouvernementaux." Spence a déclaré au "Daily Herald" qu'un grand nombre des 60.000 membres de l'Union britannique des marins dont d'avis que le gouvernement britannique devrait, pour les protéger, prévenir Burgos qu'au cas où un navire britannique serait de nouveau attaqué, ou un marin anglais tué ou blessé, tous les bateaux britanniques seraient retirés des ports de Franco, qu'un délai de 48 heures serait accordé aux habitants et qu'ensuite une douzaine d'obus seraient lancés sur un des ports. Dans ce but on choisirait de préférence Cadix, le centre de débarquement de munitions destinées aux rebelles et des troupes fascistes.

("Daily Herald", 11 juin 1938.) De concert avec un certain nombre d'autres personnalités de premier plan anglaises, Spence a, dans une lettre ouverte demandée au Premier ministre, Chamberlain d'autoriser la livraison de batteries antiaériennes pour la protection des populations civiles espagnoles.

J. Marchbank, secrétaire général de l'Union britannique des cheminots et vice-président de l'I.T.F. ne croit pas à l'efficacité de représailles telles que le bombardement des ports espagnols. Il écrit (le 17 juin) dans la "Railway Review": "Il est probable que Franco, qui n'est que l'homme de paille des Fascistes et des Nazis ne pourrait pas, même s'il le voulait, suspendre les agressions contre les navires britanniques; ses alliés et ses complices sont les responsables." Voilà pourquoi Marchbank exige "que le mouvement ouvrier britannique mette tout en oeuvre pour mobiliser l'opinion publique en faveur de l'abolition de la politique de non-intervention du gouvernement. C'est là la réponse la plus efficace que nous puissions faire à ces actes de violence. Le gouvernement devrait être invité à déclarer qu'il ne tolère plus aucune attaque contre les bateaux britanniques, qu'il en rendra responsable les généraux rebelles et leurs alliés et que la flotte et l'aviation emploieront tous les moyens à leur disposition et sans avertissement préalable, pour assurer leur défense et leur protection.

Les soldes des marins allemands

(I.T.F.) Voici ce que nous pouvons lire sur un bulletin de paye d'un marin allemand marié; les divers postes se passent de commentaire:

<u>Solde</u>	RM.:	RM.:
du 1er mai au 31 mai 1938	120.-	
32 heures supplémentaires à 0,72 Rm.....	23,04	total: <u>143,04</u>
 <u>A porter en déduction :</u>		
Impôt sur le revenu	16,12	
Impôt indirect (d'Etat).....	2,50	
Assurance-invalidité	4,20	
Assurance-chômage.....	5,50	
Assurance-maladie pour marins.	4,35	
Front allemand du travail.....	2,80	
Secours d'hiver.....	1,60	
Association de défense anti-aérienne....	0,35	
		total: <u>37,32</u>
		= 27% de la solde!
2 délégations à RM.: 40.-	80.-	
Avances	21,40	
Reste à la fin du mois.....		RM. 4,32

Les charges à porter par le marin sous la forme de versements obligatoires sont encore supérieures à celles indiquées dans le bulletin de paye, car sa femme aussi a à payer les "oboles facultatives" lors de collectes de tous genres pour les organisations nazies.